

# F.S.U. 88

## Bulletin de la Fédération Syndicale Unitaire des Vosges

Édito

### La FSU sur tous les fronts !

Avant toute chose, merci à toutes celles et tous ceux ayant participé de près ou de loin à la fête de la FSU à Harsault en septembre. Les retours très chaleureux des intervenant·es comme du public nous donnent envie de continuer à faire vivre le débat d'idées dans un esprit festif dans le département.

Dans l'Éducation, le pacte, même s'il réussit à fragmenter les salles des professeurs, est loin de susciter l'adhésion des collègues, dont peu tombent finalement dans le piège de la contractualisation. Nous pouvons prendre un temps pour nous en réjouir, mais repartir aussitôt au combat : menaces sur les postes voire les établissements, dotations des collectivités constantes malgré l'inflation, réforme du lycée professionnel créant des inégalités de toutes parts, stage de 2<sup>de</sup> pour lequel le SNU servira de dérogation, inaction face aux « parents vigilants » zemmouristes... Le « choc des savoirs » promis par M. Attal n'est qu'une nouvelle attaque contre l'école publique émancipatrice et démocratique. Il y aurait tant à dire, et la FSU est sur tous les fronts, n'oubliant pas de prendre toute sa part en soutien aux populations civiles victimes des guerres, ou dans la journée de lutte contre les violences faites aux femmes.

Dans le même temps, les idées les plus abjectes continuent leur poussée. Le « cadre républicain » redéfini de la droite la plus violente à la « gauche » macroniste n'est pas un apanage français : l'Argentine ou les Pays-Bas n'en sont que les exemples les plus récents. Quant à la menace climatique, les conclusions de la COP 28 restent peu ambitieuses et non contraignantes... Dans les deux cas, les maigres barrages érigés risquent de peser bien peu, à court ou moyen terme. Plus que jamais, l'adhésion au syndicalisme de transformation sociale et environnementale porté par la FSU a du sens : à nous toutes d'amplifier le mouvement !

Gabrielle HEBERT et Vincent SCHAEFER  
Co-secrétaires départementaux

### Expéditeur :

FSU  
6 Maison des Associations  
Rue du Général Haxo  
88000 ÉPINAL



**P R E S S E**  
DISTRIBUÉE PAR  
LA POSTE

Déposé le 20 décembre 2023

### SOMMAIRE

#### Page 1

Éditorial

#### Page 2

Échos du CDEN du 30 novembre 2023  
Les services publics... Ils sont à nous !

#### Page 3

Personnel administratif à la PJJ : le combat  
commence à payer !

#### Page 4

Robin Marchal nous a quitté·es  
Nouvelles modalités d'accès à la classe  
exceptionnelle



**F.S.U.**

<http://fsu88.fsu.fr>

Nos élu·es au Conseil Départemental de l'Éducation Nationale ont siégé à la séance du 30 novembre 2023 afin de porter la parole de notre organisation. La déclaration préalable rédigée et lue par notre section départementale est disponible sur notre site.

L'administration a présenté l'évolution démographique du département, dont la baisse du nombre d'élèves. 47 % des écoles vosgiennes comptent moins de trois classes, et sept collèges recensent moins de 200 élèves. De ces dynamiques démographiques découle un taux d'encadrement en hausse. Nous avons insisté sur le lien entre ce taux et les bénéfices qu'en tirent les élèves, en nous appuyant sur les résultats aux évaluations et diplômes nationaux qui nous ont également été présentés. Nous ne pouvons nous empêcher de voir dans cette série d'éléments une préparation des esprits à des fermetures de postes voire d'établissements dans les années qui viennent...

Concernant l'inclusion, tous les dispositifs ULIS font le plein, dont les trois classes ouvertes cette année. Pour la DSDEN, le recrutement des AESH ne pose aucune difficulté dans le département. Quid de leurs conditions de travail ? Nous attendons toujours d'être reçu·es en audience intersyndicale sur le sujet (l'audience initiale ayant été décalée à notre initiative après l'assassinat de Dominique Bernard).

### Les services publics... Ils sont à nous !



Au début de l'automne, le collectif d'agent·es « Nos services publics » a fait paraître son *Rapport sur l'état des services publics* (que vous trouverez facilement en ligne). Outre les cinq thématiques qui font chacune l'objet d'un rapport spécifique (santé, éducation, transports, justice & sécurité, fonctionnement) et qui sont toutes facilement accessibles sur le site du collectif, la synthèse livre cinq enseignements généraux :

- les besoins sociaux, trop rarement évalués, connaissent une augmentation et sont amenés à évoluer (transition écologique, vieillissement de la population...) ;
- les moyens alloués sont insuffisants par rapport à cette hausse des besoins ; leur répartition répond trop souvent à des commandes politiques ou médiatiques et non aux besoins de la population ;
- l'espace croît pour une offre privée, fortement subventionnée, segmentée, et socialement discriminante ;
- les inégalités dans l'accès aux services publics, tant sociales que géographiques, augmentent ; les services publics ne parviennent d'ailleurs pas à réduire ces mêmes inégalités ;
- le rapport des citoyens aux services publics se dégrade, et ce alors que leur attachement à ceux-ci reste important. Les agent·es, de leur côté, assistent à cette détérioration des relations autant qu'elles et ils en subissent les conséquences (conditions de travail, rémunération...).

Pour la FSU 88, la réponse à ces constats, que notre organisation contribue à dresser, est politique et syndicale : répondre au dogme néolibéral dominant et destructeur du commun par le syndicalisme de transformation sociale et environnementale, pour construire plus et « mieux » de service public. Il y a urgence !

Vincent Schaefer

## Personnel administratif à la PJJ : le combat commence à payer !

**Le préambule :** c'est en avril 2022 que les personnels de la Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) obtiennent d'être éligibles à la prime Ségur. Victoire ? Pas complètement : les administratif·ves en sont exclus. Face à cette injustice, le SNPES-PJJ/FSU a soutenu et encouragé les collègues. La mobilisation a déjà débouché sur des avancées, mais le combat continue.

**L'origine :** un complément de traitement indiciaire (CTI) de 183 euros net mensuel est une des mesures prises à l'issue du Ségur de la Santé, en juillet 2020. La PJJ a la particularité de relever du domaine du médico-social et les professionnel·les bénéficient donc de cette augmentation... mais pas toutes. Les Adjoint·es Administratif·ves (AA) notamment ne sont pas concerné·es. Les AA, c'est un corps de catégorie C, à qui l'on confie de plus en plus de tâches. Et qui, entre autres missions, accueillent les jeunes et leurs familles, peuvent aller faire des achats avec les jeunes et participent aux réunions pédagogiques. Les AA font totalement partie de l'équipe du service, participent à la prise en charge des usagers, et doivent donc avoir droit au CTI. Mais pour le Secrétariat général, c'est non !

**L'action :** le SNPES sent la colère et propose aux AA de s'organiser pour défendre leurs droits. Une première AG a lieu en visio. Les personnels administratifs sont présents et parlent de leur dégoût d'être exclus du Ségur mais aussi de l'augmentation de leur charge de travail sans reconnaissance salariale ou statutaire. S'ensuit une pétition historique en intersyndicale avec le SPJJ/UNSA, puis une grève en juin 2022, ainsi que des audiences avec des délégations importantes d'AA. En 2023, une délégation d'AA reçue par Mme Nisand (Directrice PJJ) a pu expliquer l'ensemble des difficultés rencontrées, dépassant la question statutaire et salariale.

De plus, les AA ont commencé à faire une liste des tâches exercées, dans l'idée de se limiter à « l'obligatoire », ce qui bloquerait le fonctionnement des services. En parallèle, avec l'accord des personnels administratifs, le SNPES-PJJ/FSU a saisi le Conseil d'État sur la question du CTI pour toutes, lançant une souscription pour payer les frais d'avocat. La colère gronde, l'administration le sait...

**Les avancées :** peu de temps après le début du mouvement, la DPJJ avait annoncé une rallonge de la prime annuelle pour les personnels administratifs. Ils et elles ont eu 650 € brut : c'est le premier résultat de la mobilisation. Le deuxième est arrivé en octobre 2023. À défaut du CTI, les AA vont percevoir une prime mensuelle de 125 € net, avec rattrapage depuis le 01/01/2023, et une prime exceptionnelle de 650 € brut pour 2023.

**La conclusion :** c'est évidemment une annonce importante pour les collègues concerné·es et le résultat d'une mobilisation des AA, ce qui démontre une fois de plus qu'il ne faut rien lâcher.

Ces avancées sont importantes mais insuffisantes. Il s'agit de mesures indemnitaires, alors que le CTI est de l'indiciaire. Tous les personnels administratifs concourent à l'action éducative. De plus, il s'agit d'un corps avec des grilles indiciaires qui ne sont plus adaptées à leurs fonctions.

C'est un truisme : la mobilisation des travailleur·ses concerné·es, rassemblé·es, organisé·es et déterminé·es, ça fonctionne. Le combat va continuer avec et pour les personnels administratifs.

Harry Condi

### Une idée d'article pour le prochain bulletin ?

Envoyez votre proposition à [fsu88@fsu.fr](mailto:fsu88@fsu.fr) !

La section départementale réalimente régulièrement le site [fsu88.fsu.fr](http://fsu88.fsu.fr) : pensez à l'ajouter à vos favoris !



*Photos : quelques images de la fête de la FSU (davantage sur notre site)*



## Robin Marchal nous a quitté·es

C'est avec une immense tristesse que nous avons appris le décès de notre camarade Robin Marchal. Ancien secrétaire d'établissement du collège de Charmes, membre du bureau départemental du SNES-FSU Vosges, militant du secteur retraité·es, Robin a fait preuve d'un engagement total pour le service public d'éducation, et plus généralement pour tous les services publics. C'était un humaniste, à la fois réservé et facétieux, toujours fidèle à ses convictions. Toutes nos pensées vont à sa famille, ses ami·es et ses ancien·es collègues.

## Nouvelles modalités d'accès à la classe exceptionnelle



Le ministère de l'Éducation Nationale a présenté au CSA ministériel les lignes directrices de gestion ministérielle qui viennent notamment transformer l'accès à la classe exceptionnelle, lequel était devenu dans certaines académies très difficile, voire impossible. Avec cette nouvelle modalité, il y a des avancées notamment sur le déblocage du contingent ; le nouveau système est plus clair et devrait permettre un suivi plus fluide. Désormais il n'y a plus de viviers (anciennement vivier 1 et vivier 2) ; l'augmentation du contingent à la classe exceptionnelle pour 2023 passe à 10,5 % du contingent de promouvables. Ce ratio annuel de promotions assurera la promotion d'une certaine part des promouvables, et ce quel que soit le nombre d'emplois de classe exceptionnelle déjà occupés par des collègues précédemment promu·es.

Dans quelques mois, IPR et chef·fes d'établissement seront amené·es à porter un avis parmi les suivants : très favorable (TF), favorable (F) et défavorable. Les avis très favorables et défavorables devraient nécessairement être motivés par une appréciation. Les collègues promouvables seront ensuite classé·es par avis (double TF, TF/F, double F). Au sein de chaque groupe d'avis, elles et ils sont ensuite examiné·es pour être promu·es dans l'ordre des critères suivants : (1) ancienneté de corps, (2) ancienneté dans le grade, (3) échelon, (4) ancienneté dans l'échelon. Les avis TF seront reconduits annuellement, sauf exception motivée ; les avis défavorables doivent eux être remotivés chaque année. Les avis seront portés à la connaissance des agent·es concerné·es, et peuvent être sujets à des recours.

Une fois proposés, les critères de départage seront à l'avantage des collègues les plus avancé·es dans leur carrière. Les avis TF des évaluateurs ne sont pas contingentés officiellement. Un·e chef·fe d'établissement qui juge que tou·tes les agent·es le méritent peut mettre un avis TF à toute l'équipe.

La FSU dénonce le non-respect des engagements ministériels d'avril 2023, de « fluidifier les déroulements de carrière et faciliter les promotions à la hors-classe et la classe exceptionnelle ». Les syndicats de la FSU ont pendant toutes les négociations porté leurs revendications d'un accès aux derniers indices de la classe exceptionnelle pour tou·tes. Quand bien même la disparition des viviers et l'augmentation du ratio de promotions permettra un plus grand nombre de promotions, le MEN s'arquette sur la dépendance de la promotion à des avis des supérieur·es hiérarchiques, ce qui va à l'encontre de la réelle reconnaissance du travail et du parcours de toute la profession.

Nous continuons à pousser à tous les niveaux pour que tou·tes les enseignant·es puissent atteindre l'indice sommital de la classe exceptionnelle, pour une carrière complète, à l'image de ce qui a été gagné pour la hors-classe. Dans les établissements, rencontrons collectivement nos chef·fes d'établissement pour porter cette orientation et peser sur les avis émis !

Laurent Simonin

Directeur de la Publication : **Norbert GILET**  
**FSU Vosges 6 Maison des associations Rue du général Haxo 88000 ÉPINAL**  
**Tel: 03 29 35 40 98**

**Mail : fsu88@fsu.fr Site FSU Vosges : https://fsu88.fsu.fr/**

Trimestriel - Abonnement : 4€ - Prix au Numéro: 1€ - Imprimé par nos soins  
 N° ISSN : 1259-2501 - N° CPPAP : 1021 S 07553 - Dépôt légal : 4<sup>e</sup> trimestre 2023

Ce bulletin vous a été envoyé grâce aux fichiers informatiques des syndicats de la FSU du département des Vosges. Conformément à la loi du 08-01-78, vous pouvez y avoir accès ou faire effacer les informations vous concernant en vous adressant à celle-ci.